

# Corée du Sud: Microsoft fait appel

Les conclusions de procédures anti trust contre Microsoft ont été très proches qu'il s'agisse de l'Europe ou de la Corée du Sud. Dans les deux cas, le géant de l'édition a été condamné à publier un Windows sans lecteur média ni messagerie. Ou alors, autre option pour la Corée, en livrant Windows avec des produits concurrents locaux.

L'affaire est sans doute plus sensible en Corée du Sud, le premier pays au monde en matière de taux de connexion Internet de la population, où les tout puissants opérateurs Internet se sont élevés contre l'éditeur et ont reçu un accueil favorable des autorités. La KFTC (*Korea Fair Trade Commission* ? commission du commerce coréen) a condamné techniquement Microsoft en décembre dernier, et communiqué sa décision définitive en février, du versement de 32,5 milliards de wons (environ 33 millions de dollars). Microsoft a déjà versé 761 millions de dollars à RealNetworks en octobre afin de mettre fin à une première procédure antitrust. Idem avec l'opérateur Internet coréen Daum Communications, 30 millions de dollars en novembre. L'éditeur espérait qu'en mettant fin aux deux procédures à l'origine des plaintes anti trust, il mettrait du même coup fin à la procédure de la KFTC. Mais celle-ci a continué de faire cavalier seul? La marge de Microsoft est réduite : soit la séparation, soit l'embarquement de concurrents. Contraint à se séparer de Media Player jusque sur son OS pour serveur, l'éditeur se retrouve dans une position plutôt délicate. S'il respecte la décision à la lettre, il ne peut plus distribuer Windows Server. En réaction, Microsoft a dans un premier temps menacé de quitter la Corée ! Une menace qui fait sourire, la Corée du Sud est le premier client de l'éditeur en Asie et figure au Top 10 des pays clients. En revanche, il n'a pas encore épuisé sa stratégie juridique et il disposait de 30 jours pour faire appel. « *Microsoft aujourd'hui a déposé un appel auprès de la Haute Cour de Séoul afin d'obtenir la révision de la décision de la KFTC contre Microsoft* », a déclaré un porte-parole du groupe. Microsoft pourrait bien, comme en Europe, chercher à tirer jusqu'au bout la corde procédurale?